



Djourou

une corde à ton cou



***“Si vous avez une société
basée sur l’annulation de la dette,
qui investira dans la dette ?
L’annuler bousillerait le marché.”***



***James Wolfensohn,
Président de la Banque Mondiale
Manille - Conférence de presse - Mars 2000***

Les Films du Paradoxe

présentent

une production

Les Films d'Ici, Les Films du Mélangeur, TV10 Angers et TV5 Monde

Djourou **une corde à ton cou** un film de **Olivier Zuchuat**

France - 2004 - 64 mn - Beta numérique - Couleur / N&B

Français / Bambara sous-titré Français

sortie cinéma le 8 juin 2005

distribution : Les Films du Paradoxe

Tél. : 05 61 16 06 51 - videoparadoxe@wanadoo.fr - www.djourou.org

presse : Jean-Bernard Emery - 36, rue Véron - 75018 Paris

Tél. : 01 55 79 03 43 - 06 03 45 41 84 - jb.emery@cinypresscontact.com





Synopsis

“Qui paie ses dettes s'enrichit”, dit le proverbe.

Parfois, les proverbes se trompent : les pays de l'Afrique subsaharienne ont emprunté des millions de dollars dans les années 70 au titre de l'aide au développement.

Mais certains comme le Mali ont déjà remboursé aux pays riches plus de sept fois les montants empruntés alors que la dette restant à payer a été multipliée par quatre ; la mathématique financière est parfois bien curieuse.

Alors ce film - écrit à la première personne à la manière d'un essai économique - s'interroge : **“Qui aide qui ?”**

En bambara, **Djourou signifie dette mais aussi corde au cou.** Dans la crise de la dette extérieure qui étouffe le Mali, qui tient la corde et pourquoi ne la lâche-t-il pas ?

Ce film convoque, comme sous un arbre à palabres, diverses paroles souvent irréconciliables: un ministre malien des finances, un expert en économie du développement, des avocats helvétiques chargés de retrouver l'argent de la dictature dans les coffres des banques suisses, des paysans planteurs de coton, un représentant du Fonds Monétaire International et le spectre d'un dictateur déchu.

Agiter les mémoires de l'histoire du pays, tenter de comprendre le cheminement d'une dette venue d'une autre économie...

Entretien avec Olivier Zuchuat

Vous avez une formation de physicien, comment vous êtes-vous dirigé vers la réalisation de films documentaires ?

J'ai fait des études de physique mathématique en Suisse et en Irlande où j'ai fait un peu de recherche, en théorie des collisions.

À la suite de cela, je suis resté quelque peu insatisfait, j'ai trouvé tout cela très, très «froid». J'ai repris des études de Lettres, en philosophie et littérature française. Au gré des hasards que la vie vous offre parfois, je me suis dirigé vers le théâtre.

J'ai commencé à travailler, comme dramaturge ou metteur en scène sur des textes de Bertolt Brecht et de Heiner Müller principalement. J'ai ensuite rencontré le metteur en scène allemand Mathias Langhoff avec qui j'ai travaillé sur une de ses mises en scène, LE RÉVISOR de Gogol. Comme dramaturge, je consacrais beaucoup d'énergie à malmener des textes, à les récrire pour que la scène théâtrale soit en prise avec la grande «bouilloire» qu'est notre monde contemporain. Un jour, je suis allé voir SANS SOLEIL de Chris Marker. Son film m'a profondément marqué et j'ai eu comme un grand éclair : «voilà, c'est cela que je devrais essayer de faire.».

Votre premier film était déjà consacré à l'économie ?

Pour quelqu'un qui a un passé de mathématicien, les rouages de la macro-économie sont quelque chose de fascinant.

Tenter de comprendre les mécanismes des grands flux financiers qui circulent autour de notre planète et leurs influences sur la vie des uns et des autres. Mon premier film s'intéressait à la spéculation sur les marchés des changes.

On voyait comment des traders dans les banques arrivaient à lancer des attaques spéculatives qui déstabilisaient les monnaies et faisaient que d'un seul coup des petits paysans thaïlandais voyaient le prix de certaines denrées de base doubler en quelques jours...

Comment êtes-vous arrivé à l'écriture et à la réalisation de DJOUROU ?

Je suis parti au Mali avec ma compagne qui réalisait un film sur la chanteuse malienne Mah Damba. Pendant le tournage de ce film, je me suis rendu compte de l'étendue de la crise de la dette qui sévit en Afrique. De là est née l'idée de ce film.

Dans DJOUROU vous faites très rapidement un retour sur l'histoire post-coloniale du Mali, le rôle de Modibo Keita après l'indépendance et de Moussa Traoré son successeur marquant le retour de l'influence de l'ancienne puissance coloniale. Vous n'hésitez pas à faire une comparaison entre le Mali et la Corée, deux pays entrés à la même époque dans l'indépendance.

Le Mali, comme bien d'autres pays africains, a gagné son indépendance au début des années 60 ; la Corée à peu près simultanément.

A cette époque, les deux pays avaient des situations économiques et géopolitiques semblables. Aujourd'hui, nous avons une puissance économique majeure qui est la Corée du Sud et d'un autre côté un gâchis absolument terrifiant. C'est une des grandes énigmes. J'ai essayé de disséquer l'histoire du Mali. Les pays colonisateurs se sont retirés alors qu'on était en plein milieu de la Guerre froide. A partir de ce moment, tous les pays du Sud ont été de nouveaux territoires à conquérir idéologiquement et politiquement. Cela a été une bataille à coups d'aide au développement. Le Mali a pris le virage socialiste, les Russes sont arrivés par exemple avec une usine de ciment clés en main, complètement surdimensionnée et qui n'a jamais vraiment fonctionné. On a emprunté beaucoup d'argent, mais est-ce que le Mali était réellement prêt à passer en 10 ans d'une espèce de préhistoire coloniale à l'ère industrielle ? Il n'y avait qu'un seul lycée pour tout le Mali quand les Français étaient là.

Et tout d'un coup, à l'Indépendance, le pays se retrouve avec un afflux massif de nouvelles technologies qui arrivent mais il n'y a pas de travailleurs suffisamment qualifiés pour les utiliser et de la sorte tous les emprunts qui ont été faits pour les financer n'ont pas été «rentables». Les tigres de l'Asie s'en sont mieux tirés, mais à quel prix...

Le système de la dette est entré dans les mœurs des systèmes financiers dopés par la mondialisation. Un peu à la manière des crédits «revolving» proposés aux petits emprunteurs de nos pays. Qu'en dites-vous ?

Il y a une spirale infernale qui s'est mise en place ; on a fini par prêter de l'argent pour rembourser la dette en faisant ainsi d'autres dettes.

En matière de micro-économie, la finance internationale est placée sous la gestion du Fonds Monétaire International qui a un principe : on n'annule aucune dette multilatérale.

On peut reporter des échéances mais on n'annule pas. On n'annule que très rarement, de gré à gré, entre les pays. On vient par exemple d'annuler une grosse partie de la dette de l'Irak.

La dette irakienne à elle toute seule est nettement plus importante que celle de tous les pays de l'Afrique sub-saharienne réunis.

Mais, pour que l'Irak puisse développer son industrie pétrolière au plus vite, on fait annuler cette dette pour accélérer la reconstruction et ainsi faciliter l'accès des multinationales notamment américaines à un pays qui ait des infrastructures en état de fonctionnement. Au Mali, il n'y a pas de pétrole...

Votre film se construit entre plans fixes et un commentaire plutôt littéraire. Pourquoi le choix d'un tel dispositif ?

Quelle esthétique donner à un film qui traite d'économie, d'une idée aussi complexe et inextricable que la dette internationale ? Ce film est construit comme une méditation, celle de quelqu'un qui arpente le pays, et observe patiemment, un peu en retrait.

En Afrique, observer en plan fixe une rue, le fourmillement de ces personnes qui essaient de se débrouiller en faisant du «petit commerce» comme on dit là-bas est quelque chose de vertigineux. Une grande partie du drame actuel de l'Afrique contemporaine s'y joue. Il ne s'agissait donc pas d'illustrer les réflexions proposées «à haute voix», mais de proposer en regard de mes interrogations des images pour que tout cela «travaille à l'écran»... Dissociation des images et du son...

Il y dans votre documentaire un point de vue philosophique exprimé à travers des références, notamment à la théorie du don de Jacques Derrida. L'aide au développement, est-ce du don ?

Plusieurs philosophes, dont Jacques Derrida et Jean-Luc Marion, se sont intéressés à la question du don. La conclusion majeure est que le don absolu est quasiment impossible.

Pour chaque « opération de don », il faut une trinité : il y a l'instance qui donne, celle qui reçoit et ce qui est donné. Ces philosophes ont montré que s'il y a un composant de la trinité qui manque, alors il est possible de faire un don absolu. Sinon, le don a toujours comme corollaire une contrepartie, fût-elle uniquement morale... Par exemple, si vous marchez dans la rue, que vous déposez un billet de 100 euros sur le sol et que vous partez en courant, vous avez alors fait un don absolu. Le destinataire, vous ne le connaissez pas...

Au nom de l'aide au développement, on a prêté de l'argent aux pays du Sud avec des intérêts à des taux très bas. Le don c'était principalement cela, des taux d'intérêts variables mais initialement très favorables.

Mais la trinité dont les philosophes parlent étant réunie, il y a par conséquent une dette, ou des dettes... Le film s'est ainsi intéressé à ces contreparties...

Vous n'avez pas fait le choix de suivre un personnage qui vivrait, subirait, cette dette ? Pourquoi ?

Le Mali fait partie des 10 pays les plus pauvres du monde. J'ai filmé et rencontré de nombreuses personnes qui subissaient de plein fouet les conséquences indirectes de la dette.

Mais la juxtaposition dans le film de ces drames individuels et de la réflexion sur les causes du drame à l'échelle macro-économique ne fonctionnait pas. Il aurait fallu faire un autre film...

Une histoire de dettes... une dette de l'histoire.

Petite chronologie

Née de la décolonisation, la République du Soudan (actuels Mali et Sénégal) n'aura vécu que 10 mois. En 1961, la jeune république vole en éclats et de la scission naît la République du Mali.

L'ancien instituteur Modibo Keita est porté au pouvoir du nouvel Etat et il y instaure une économie planifiée sur le modèle de l'Europe de l'Est. La décolonisation se passe dans la douleur : marasme économique, pas de développement industriel, le franc malien chute, des milices populaires tyrannisent la population.

Néanmoins de nombreuses entreprises étatiques sont créées, dont la plupart viennent seulement d'être privatisées. La corruption s'installe au Mali et la France se désengage petit à petit au profit de l'URSS.

Le 19 novembre 1968, Modibo Keita est renversé par le lieutenant-colonel des parachutistes Moussa Traoré soutenu par la France de Pompidou. 23 ans de dictature vont suivre. Les putschistes installent un pouvoir népotique et corrompu. Devenu république bananière, le Mali s'enlise.

Dès 1970, les banques et les institutions financières du Nord sont en surabondance d'argent liquide. Elles cherchent à placer leurs «pétrodollars» et trouvent alors des débouchés idéaux : elles les prêtent aux pays du Sud à des taux favorables, bientôt suivies par les banques centrales de pays industrialisés (URSS, Japon, France dans le cas

du Mali). Des millions de dollars sont donc prêtés à taux très bas au gouvernement de Moussa Traoré. Des routes, un barrage et des usines sont construits. Mais en raison des «mauvaises gestions», une grosse partie de cet argent est utilisé de manière frauduleuse.

En quelques années, le Mali se sur-endette : en 1980, le Mali a une dette extérieure de quelque 700 millions de dollars, équivalant à la moitié du Produit Intérieur Brut. Tout le monde est au courant des détournements effectués, mais les pays du Nord ferment les yeux, heureux de la stabilité relative qui règne au Mali et en Afrique de l'Ouest.



La crise des années 80

Au début des années 80, c'est la crise financière aux Etats-Unis qui décide de la politique anti-inflationniste, avec pour conséquence une hausse des taux d'intérêts. Pour les pays africains, c'est la catastrophe. Les taux d'intérêts de la dette passent de 7% à 12%. Simultanément, les cours des matières premières qui constituent l'essentiel de leurs exportations s'effondrent. Ils n'ont plus de devises et ne peuvent plus rembourser.

En 1985, la dette du Mali a doublé : 1,5 milliards de dollars. La communauté internationale prend peur et les prêts diminuent de moitié. Le franc CFA s'effondre et les exportations du Nord deviennent plus chères. Condamnés à exporter à prix réduit leurs

matières premières (coton, or) et à importer à prix croissant, le Mali et ses voisins sont enfermés dans un cercle vicieux.

Banque Mondiale, FMI et Club de Paris

Créés au sortir de la seconde Guerre mondiale pour reconstruire l'Europe, le FMI et la Banque mondiale ont vu leurs fonctions radicalement changer dès le début des années 80. Désormais entièrement dévouées aux pays en voie de développement, ces deux institutions ont mis en place des plans drastiques destinés à restructurer les économies africaines et à les rendre solvables pour attirer les investisseurs et rembourser la dette.

La logique de ces «plans d'ajustements structurels» promulgués par le FMI est simple : pour rembourser la dette, il faut augmenter les exportations. Pour attirer les investisseurs étrangers, il faut des taux d'intérêts locaux élevés et baisser les dépenses publiques. Généralement, ce sont l'éducation et la santé qui sont les premières touchées par ces mesures d'économies.

Grâce aux capitaux étrangers et aux revenus d'exportations, il était attendu que l'Afrique se désendette et puisse importer des équipements technologiques du Nord... C'est cette politique qui a été mise en place au Mali. On a planté du coton destiné à l'exportation et réduit drastiquement le budget de la santé et de l'éducation...

Les entreprises étatiques ont été vendues pour renflouer l'Etat et le Mali est devenu le deuxième producteur d'Afrique de coton.

1990-2000 : la spirale

Le cours du coton s'est écroulé sur les marchés internationaux. Le Mali a vu sa dette quadrupler, pour atteindre 3,2 milliards de dollars.



Ayant réuni les conditions de «bonne gouvernance» édictées par le FMI, le Mali bénéficie de deux allègements successifs de sa dette.

Ce sont les programmes PPTE, instaurés par le FMI et la Banque mondiale à la fin de l'année 1996, et qui consistent à accorder des remises de dette à des pays très pauvres et très endettés ayant prouvé leur volonté d'appliquer sans attendre des politiques très libérales. Le Mali bénéficie ainsi d'une réduction de sa dette de 870 millions de dollars, mais d'autres dettes sont venues se rajouter. Le problème reste entier : l'Etat malien, en 2002, remboursera 275 millions de dollars d'intérêts de dette, ce qui représente plus que les budgets de l'éducation et de la santé réunis pour l'année (125 millions de dollars pour la santé, 140 millions de dollars pour l'éducation).

En septembre 2002, Jacques Chirac a annoncé au nouveau président Amani Touré dit «ATT» que la dette bilatérale du Mali envers la France serait allégée de 40%, ce qui correspond à 80 millions d'euros...

Reste toujours 2,7 milliards de dollars à rembourser, et le prix du coton sur les marchés mondiaux ne cesse de s'effondrer...

Olivier Zuchuat, réalisateur

Né en 1969 à Genève (Suisse). Après des études de physique théorique en Suisse et en Irlande, il devient Assistant à la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne où il obtient une maîtrise en Philosophie et en Littérature française. Il se consacre ensuite au théâtre comme metteur en scène (CIMENT de Heiner Müller - 1998) ou comme dramaturge (adaptation du CERCLE DE CRAIE, de B. Brecht en 1997, LES BRIGANDS de Schiller, des TROIS SCEURS de Tchekhov en 2003 et de LULU de Wedekind en 2005).

Il a également travaillé comme monteur avec Nicolas Philibert (L'INVISIBLE de Jean Oury), Dominique Gros (LE SERMENT D'HYPOCRATE et QUI A PEUR DU MINOTAURE ?) et Frédéric Compain (LE TEMPS DES JUGES).

En 1999, il assiste le metteur en scène Allemand Matthias Langhoff (LE RÉVIZOR de Gogol). Depuis 2001, il se consacre essentiellement au cinéma documentaire...

Filmographie

2001 - MAH DAMBA, UNE GRIOTTE EN EXIL

Documentaire de 57 mn. co-réalisé avec Corinne Maury, sélectionné au FIPA-tel Biarritz 2002, au Festival International de film d'Amiens 2002, au Fespaco 2003.

2000 - DOLLAR, TOBIN, FMI, NASDAG ET LES AUTRES

Documentaire de 40 mn. Festival de Foix 2001, Festival des films Nord-sud Rouen 2003, Sélection Image en Bibliothèque & Le Mois du Film documentaire 2002).

Fiche technique

Réalisation, montage **Olivier Zuchuat**

Image **Corinne Maury, Olivier Zuchuat**

Son **Makanfing Konate, Gautier Stoll, Frédéric Choffat**

Producteurs délégués **Serge Lalou, Virginie Vallat**

Directeurs de production **Charlotte Uzu, Bénédicte Félix**

Etalonnage **Eric Salleron**

Mixage **Stéphane Larrat**

Traduction **Abdoulaye Diarra**

Coproduction **Les Films d'ici, Les Films du Mélangeur, TV10 Angers**

avec la participation de **TV5, TSR, SVT** et du **CNC**

et le soutien de **PROCIREP/ANGOA-AGICOA, CNC** - **Opération 11.11.11 (Belgique)**, du **CADTM**, de la **Communauté Européenne** et de la **Fondation Montorge**.

France - 2004 - 64 mn - Beta numérique - Couleur / N&B

Français / Bambara sous-titré Français

*Sélectionné au FIPA-tel 2005, au Festival Visions du Réel 2005 (Nyon),
en compétition à Vues d'Afrique 2005 (Montréal)
et au Festival Résistances 2005 (Foix)*





Djourou une corde à ton cou

*“Pauvreté sans dettes, ce serait trop de
solitude, dit le pauvre dans sa sagesse...”*

Henri Michaux Extrait du livre “Face aux verrous”